

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 38 Janvier 2007

Ecolo, donc antilibéral

Ecolo ? Il vaudrait mieux dire préoccupé par l'environnement : le réchauffement climatique, qu'il faudrait tout faire pour ne pas aggraver davantage ; l'épuisement des ressources fossiles, qu'il faudrait économiser au maximum pour qu'elles durent plus longtemps ; l'extinction des espèces animales et végétales, qu'il faudrait enrayer ; la pollution, qui menace notre santé, qu'il faudrait limiter...

Antilibéral ? Comment être contre ce qui est libéral (« favorable à la liberté », dit le dictionnaire Larousse) ? Le vocabulaire est piégé. Derrière l'étiquette attrayante de « libéral », se dissimulent les partisans du « libéralisme » économique, « théorie selon laquelle l'Etat n'a pas à intervenir dans les relations économiques qui existent entre individus, classes et nations », toujours selon le Larousse. Faire comme si entre le grand patron et celui qui postule à un emploi dans son entreprise, il y avait égalité...

Des théoriciens de la « science » économique ont prétendu « démontrer » que le libre jeu du marché (sa fameuse « main invisible »...), la concurrence libre et non faussée, aboutissaient à la situation la plus avantageuse pour le plus grand nombre. Et, bien que chacun d'entre nous puisse mesurer chaque jour les dégâts d'un tel dogmatisme, la doctrine s'est répandue, dominante à la télé, dans la plus grande partie de la presse, et dans un éventail politique allant de l'extrême droite jusqu'à la plus grande partie du PS, en passant par l'UDF et l'UMP.

Alors, écolo donc antilibéral ?

Le libéralisme économique transforme tout en marchandise ; il pousse à consommer toujours plus ; il fait abstraction du fait que les ressources de la planète ne sont pas illimitées ; il ne prend pas en compte les dégâts provoqués sur l'environnement (réchauffement climatique, pollution, extinction des espèces, ...) : il nous conduit ainsi à la catastrophe.

Il faut au contraire introduire des règles (c'est-à-dire réguler) : en imposant le principe pollueur-payeur, pour décourager les comportements polluants ; en limitant, par des quotas ou par des incitations fiscales, le recours aux énergies non renouvelables ; en imposant la réduction des émissions de gaz à effet de serre...

Pourtant, n'y a-t-il pas des écolos qui sont partisans du libéralisme économique ?

Certes, tout le monde, aujourd'hui, se dit plus ou moins concerné par l'écologie. Mais comment ne pas voir la contradiction insurmontable entre la doctrine du libéralisme économique, et un réel souci de l'environnement ? Les soi-disant « écolos » qui ne sont pas antilibéraux sont pour le moins inconséquents.

Oui, être soucieux de l'environnement, c'est une raison suffisante pour s'opposer au libéralisme économique !

Bonnes nouvelles

Le recyclage des déchets, un secteur où on peut faire carrière. Du manutentionnaire à l'ingénieur, les entreprises spécialisées dans le traitement des résidus ménagers et industriels, dynamisées par les réglementations environnementales, recrutent. La Fédération de la récupération, du recyclage et de la valorisation (Federc) des déchets (hors ordures ménagères et casses automobiles) recense 29 300 salariés en 2005, contre 27 400 en 2001. Le syndicat national des activités de déchets (SNAD), qui couvre une partie du traitement des ordures ménagères, comptabilise 35 000 salariés (en 2004) auxquels il faut ajouter les emplois du recyclage dispersés dans d'autres branches. Le gouvernement soutient l'embauche de 3000 « ambassadeurs du tri » (qui sensibilisent la population au tri sélectif) d'ici à 2008 par les collectivités locales. (*Le Monde*, 19 décembre).

Autres métiers appelés à se développer : les métiers de santé ou de l'aide à la personne (médecins, infirmiers, aides-soignants, auxiliaires de vie, assistantes maternelles (*Sophie Boissard, directrice du centre d'analyse stratégique- Le Monde*, 31 décembre, qui dit aussi : « la formation en BEP de comptabilité n'offre quasiment plus de débouchés » ; et « nous manquons d'outils de pilotage permettant de détecter les manques des filières de formation et d'y remédier. ») Transports, BTP ou services informatiques ont du mal à trouver des collaborateurs (*Le Monde*, 3 janvier).

La planification, une idée qui fait son chemin. « Je crois à la nécessité d'une programmation stratégique le temps d'une législature, établie en concertation avec les partenaires sociaux et les collectivités territoriales. Je n'ose pas dire d'un « plan ». Mais c'est bien de cela qu'il s'agit. » (*François Hollande, Le Monde*, 19 décembre).

Droit au logement opposable : le Président est pour ! Jacques Chirac, dans ses vœux de Nouvel An, a demandé au gouvernement d'avancer sur la mise en place d'un droit au logement opposable. Nicolas Sarkozy l'avait promis ; Ségolène Royal y est favorable. (*Le Monde*, 2 janvier). *Succès des luttes en faveur des mal-logés (dont celle menée ces derniers jours par les « enfants de Don Quichotte »)? A suivre de près.* « N'oublions pas que l'UMP a essayé de remettre en cause l'obligation faite à un certain nombre de communes d'atteindre le quota de 20 % de logements sociaux », a rappelé Patrick Dutreigne, le délégué général de la Fondation Abbé-Pierre. (*Le Monde*, 3 janvier).

Cameroun : « Les villageois trouvent l'essentiel de leur nourriture par la cueillette dans la forêt et complètent par un peu de maraîchage ; cela ne représente que quelques heures de travail par semaine. Ils ne comprennent pas pourquoi les Blancs, qui ont tant de machines, sont obligés eux de travailler autant ! » (*témoignage cité dans Silence, janvier 2007*).

Changement climatique

Des travaux publiés le 7 décembre dans la revue scientifique *Nature* ont mis en évidence le fait que **le phytoplancton est fragilisé par l'augmentation de température des eaux**. Or non seulement la production de cette biomasse est le socle de la chaîne alimentaire océanique, mais son rôle dans la régulation du climat est considérable. Cette biomasse pompe environ un tiers du CO₂ émis par l'homme (un deuxième tiers est absorbé par les végétaux terrestres ; le troisième tiers s'accumule dans l'atmosphère).

Pour les écosystèmes marins, l'effet sera considérable. D'autant que le phytoplancton subit d'autres stress dus au changement climatique. En particulier, l'acidification des océans, qui, d'ici à 2030, affectera la survie même de nombreuses espèces planctoniques dans certains bassins comme l'océan Austral. (*Le Monde*, 19 décembre).

La **chenille processionnaire**, premier « défoliateur forestier » français, progresse vers le nord d'environ 5 km par an. « les colonies atteindront Paris en 2025 », estime Alain Roques (INRA Orléans). Outre ses dégâts sur les feuillages, ces chenilles sont redoutées pour leurs poils urticants, qui peuvent occasionner des réactions allergiques aiguës allant jusqu'au choc anaphylactique.

La pyrale et la sésamie sont deux papillons dont les larves se nourrissent des tiges et des épis de maïs. La pyrale se contentait d'une génération par an, dans le nord de la France, elle peut désormais effectuer trois cycles dans la saison. La sésamie restait cantonnée au sud de la France. On la trouve désormais dans la région Centre, en Indre-et-Loire, ou dans la plaine de Caen. Le carpocapse des pommiers et poiriers est lui aussi passé de deux à trois générations par an : résultat, depuis les années 1980, on a dû passer de 4 traitements insecticides par an à une douzaine. (*Le Monde*, 27 décembre).

« Les pays développés ne devraient pas tenir leurs engagements pris voici dix ans [dans le cadre du **protocole de Kyoto**], pourtant très limités au regard de ce qu'il faudrait réussir à faire ensuite. (...) Les conflits d'intérêts entre acteurs économiques et entre pays, qui expliquent l'inaction des décideurs politiques, demeurent extrêmement puissants ». (*Guillaume Duval, Alternatives économiques, décembre*). *Dans le même numéro, où la question climatique est en couverture, on lit aussi :* La Chine est déjà le 2ème émetteur de gaz à effet de serre après les Etats-Unis. Les embouteillages y sévissent dans la plupart des villes, au point que la vitesse de circulation automobile aux heures de pointe est devenue plus lente que celle des vélos

L'Australie connaît la plus grave sécheresse de son histoire, qui menace même la survie de son agriculture. ... Pourtant, craignant de mettre en péril l'industrie de l'énergie (grâce aux abondantes réserves de charbon, l'énergie est très bon marché !) et la croissance, le gouvernement australien n'a pas ratifié le protocole de Kyoto... (*Le Monde*, 4 janvier).

A méditer : « valant aujourd'hui mille fois moins cher que le travail humain qu'elle remplace, la consommation d'énergie ne peut pas baisser spontanément » (*J-M Jancovici, dans l'excellent numéro du Nouvel Observateur du 14 décembre, consacré à « la Terre en danger »*). *JM Jancovici défend donc l'idée d'une « taxe carbone » qui viendrait s'ajouter à la « taxe intérieure sur les produits pétroliers, et qui s'appliquerait à toutes les énergies fossiles à proportion de leurs émissions de CO₂*.

Et aussi : « si nous prenons ces décisions aujourd'hui [limiter drastiquement notre consommation en combustibles fossiles, piéger le CO₂, faire disparaître les biens manufacturés dont la consommation est superflue, limiter les transports, ...] nous n'en verrons pas les effets avant la seconde partie du siècle. Il faut donc travailler pour les générations futures, c'est ce qui rend notre message si difficile à entendre dans une société focalisée sur un retour individuel tangible » (*Edouard Bard, professeur au Collège de France, même numéro du Nouvel Obs*).

La Roumanie et la Bulgarie ont fait leur entrée dans l'Union européenne.

Soit respectivement 22 et 8 millions d'habitants. Déjà, 2,5 millions de Roumains, et 1 million de Bulgares travaillent, légalement ou non, dans les pays de l'Union européenne. Les salaires sont de 300 € en Roumanie, 230 en Bulgarie.

La Pologne embauche des Ukrainiens pour pallier la fuite de ses artisans. Certaines sources évoquent la présence, fluctuante, de 60 000 à 200 000 travailleurs ukrainiens saisonniers sur les chantiers et champs polonais. (*Le Monde*, 30 décembre). La Roumanie, de son côté, embauche des Chinois.

Tout cela va exercer une forte pression vers le bas pour les salaires dans toute l'Union européenne. Dans le même temps, la droite et le patronat proposent en France une baisse des impôts sur les entreprises, pour « sauvegarder leur compétitivité » (et tant pis pour les services publics, tant pis pour la redistribution vers les plus pauvres). La convergence vers le haut des politiques sociales et fiscales en Europe, ça urge !...

Bah ! tout ça va s'harmoniser rapidement, pour le bien de tous, disent les optimistes (libéraux, souvent).

Remise en perspective par Dominique Plihon, ATTAC, dans le Politis du 5 janvier : « La Grèce est entrée dans la Communauté européenne en 1981, suivie par l'Espagne et le Portugal en 1986. En moyenne, le PIB par habitant de ces trois pays représentait alors 70 % du PIB moyen par habitant dans la Communauté. Ces pays ont bénéficié d'une aide communautaire importante, notamment grâce aux fonds structurels européens. Ce qui a favorisé leur rattrapage. Par contraste, les dix nouveaux entrants de 2004, dont le PIB par habitant n'était que de 50 % du PIB moyen européen, et les deux nouveaux membres de 2007, dont le PIB par habitant ne représente que 29 % du niveau moyen européen, s'intègrent dans une Union qui a décidé de réduire son budget et de geler ses dépenses de transfert ».

France : Le chômage a baissé de 10% en un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi « de catégorie 1 » est passé de 2 346 000 à 2 112 300, soit de 10,1 % à 8,7% de la population active. (*Le Monde*, 30 décembre). C'est surtout à l'effet, depuis longtemps prévu et attendu, du « papy-boom » – départ à la retraite des classes nombreuses nées au baby-boom, juste après la deuxième guerre mondiale –, qu'il faut attribuer ce résultat. Au cours de cette législature, le gouvernement aura surtout veillé à maintenir le chômage à un niveau élevé, en remettant en cause les emplois-jeunes de la législature précédente, et en vidant de sa substance la loi sur les 35 heures. Certes, sur la fin de la législature, l'approche de nouvelles échéances électorales a poussé le gouvernement à rechercher un bilan plus présentable, avec le plan dit de « cohésion sociale » de Jean-Louis Borloo : contrat de professionnalisation, coup de pouce donné au bâtiment et aux services à la personne.

Cela ne doit pas faire oublier que plus de la moitié des demandeurs d'emploi sont exclus du chiffre officiel du chômage. En septembre 2006, le nombre total de personnes recensées par l'ANPE en tant que demandeurs d'emploi s'élevait en effet à près de 4 450 000 personnes.

Depuis 25 ans, la part des « chômeurs invisibles » (c'est-à-dire hors catégorie 1) a été multipliée par 4 (ils ne représentaient que 10 % du total des inscrits à l'ANPE en 1982). On y trouve : les demandeurs d'emploi temporaire ou à temps partiel (871 000) ; les « chômeurs en « activité réduite » (452 000) ; les « dispensés de recherche d'emploi » (412 000) ; les demandeurs d'emploi non immédiatement disponibles (321 000) ; les chômeurs des DOM (220 000). (source : Collectif « autres chiffres du chômage » créé à l'initiative du Réseau d'Alerte sur les Inégalités, qui rassemble des associations, des chercheurs et des syndicats. – note intégrale disponible sur demande).

Hauts-de-Seine : A Vanves, test sur 200m de voie d'un béton purificateur d'atmosphère, dans une zone à forte circulation, près du périphérique.

Ce béton incorpore du dioxyde de titane, qui catalyse l'oxydation des polluants comme les oxydes d'azote (NOx) et les composés organiques volatils (COV), ainsi transformés en éléments non toxiques. (*Le Monde*, 31 décembre).

Vie pratique

« Depuis un an, nous développons un projet, qui est la création dans une école d'un jardin éducatif biologique avec la mise en œuvre d'un compostage réalisé par les élèves. Les déchets verts proviennent des épluchures de la cantine scolaire et des déchets végétaux apportés de chez eux par les enfants. L'idée, en dehors de la sensibilisation des jeunes au jardinage et au respect de la vie naturelle, c'est de leur apprendre à recycler les déchets verts, en évitant l'incinération et le brûlage. »

Si l'on veut un terreau de qualité, on évitera de mettre trop d'agrumes (citron, orange...), du papier, car il y a des encres toxiques, des résidus protéinés : viandes, laitages, fromages qui attirent les mouches et dont l'ammoniaque fait fuir les vers. Mais on peut y ajouter du marc de café ou de thé, apprécié par les vers. (*Silence*, janvier, relatant une expérience menée dans les Alpes-Maritimes).

Courrier des lecteurs

CV : Le chômage de masse, c'est d'abord la désindustrialisation et les gains de productivité (1,5 à 2% par an) y compris dans l'agriculture, la fin du service militaire et l'immigration ; pour couronner l'édifice : combien d'emplois perdus dans l'industrie manufacturière depuis 25 ans ? 1 million ? 2 millions ?

L'éducation, ça vient après. Mais on ne s'occupe guère des perdants dans notre système ; or il faut donner beaucoup aux enfants du peuple, plus qu'hier, compte tenu de l'apport de l'immigration, que tu célèbres par ailleurs.

JCM (à propos du dernier édito, qui remettait en cause le tabou de la sélection à l'Université) : Je ne suis absolument pas « choqué » par le mot « sélection ».

Le problème de l'éducation est des plus instructifs (si j'ose dire) car c'est un point de friction maximale entre les logiques de marché d'un côté et de redistribution d'autre part. Il cristallise les blocages et les contradictions de la société française. Les enjeux symboliques sont énormes et les enjeux pratiques vitaux pour l'avenir.

Une logique de marché efficace devrait conduire à distribuer les ressources là où elles sont les plus utiles, c'est à dire à sélectionner les sujets les mieux adaptés pour chaque emploi. Les emplois critiques pour la communauté devraient être occupés par les meilleurs. C'est le système de la méritocratie. Celui de Bonaparte choisissant ses généraux sous la pression des événements. Or la reproduction actuelle des élites, qui ressemble plutôt à la sélection des capitaines de l'Invincible Armada, montre à quel point les élites françaises sont rétrogrades, donc bien « de droite », en contradiction totale avec son discours ultra libéral qui prône l'efficacité.

Une logique redistributive efficace devrait porter les efforts éducatifs vers ceux qui en ont le plus besoin. Ce qui demande de gros efforts. Or la gauche démagogique a préféré traiter le symptôme : on a crié haro sur la sélection. En préférant l'égalité à la justice on a nivelé par le bas. La gauche caviar (qui a une grande responsabilité dans cette affaire) est tellement consciente de la situation qu'elle met sa progéniture dans le privé. Les élites se reproduisent en dehors du système et les professeurs sont les premiers à truander la carte scolaire. Les plus capables des enfants du peuple ont été trompés deux fois : par un enseignement au rabais et par la promesse d'une promotion dont l'issue programmée ne pouvait être qu'un échec à imputation personnelle (ce qui est particulièrement pervers). L'école républicaine est un ascenseur social qui marche à l'envers. C'est donc comme tu dis : « une source d'amertume et de perte de confiance dans l'idéal républicain ».

De mon point de vue, l'éducation devrait avoir 4 objectifs :

- La formation de citoyens responsables (tronc commun culture de base). La première leçon devrait être de savoir décoder les images TV (cf. ce qui vient de se passer en Belgique), la publicité (le monde "enchanté" de la marchandise) et les discours politiques (ségolo-sarko même topo ?)
- La formation à l'emploi. Il est inutile de former à des emplois inexistants. La formation continue est nécessaire dans un monde changeant. L'Europe en panne va-t-elle appliquer le discours de Lisbonne sur la société de la connaissance ?
- La sélection, qui est une injustice si elle est mauvaise, et une justice si elle est bonne. Il ne peut pas y avoir un emploi bien rémunéré et bien considéré pour tous. La « considération » implique la distinction, donc la sélection. Il faut de manière plus réaliste se contenter d'un emploi pour tous (on en est loin), digne (socialement utile), et librement choisi (dans la mesure des capacités personnelles). La rémunération minimale est un problème de politique redistributive, tandis que le problème de la rémunération maximale est de savoir si on mesure l'utilité sociale ou l'habileté à profiter du système...
- L'épanouissement personnel (développer ses talents). Pour diminuer la pression sur la nature il faut développer le goût des plaisirs de l'esprit à la place de celui de consommer des biens matériels.

HC : J'ai été un peu surpris mais pas choqué par ton dernier édito. Tu as raison, il faut forcer les lecteurs à réfléchir, à explorer des pistes dont ils ne soupçonnent même pas l'existence.

Ainsi, les péripéties de **Gaz de France** donnent une occasion de développer une bonne explication de texte. Il faut en profiter pour re-montrer pourquoi une majorité de Français a voté NON au dernier référendum et pour amener les candidats à reprendre des arguments de campagne qui pourront renforcer leur succès.

Une entreprise de distribution de l'énergie basée sur l'exploitation et l'entretien d'un énorme réseau de canalisations de très haute qualité. Une entreprise dont la compétitivité lui permet de maintenir des tarifs abordables. Une entreprise constituée à partir d'un investissement national, c'est à dire une entreprise dont tous les français sont copropriétaires.

Quel est l'objectif de la privation de Gaz de France ? C'est la mise en concurrence pour pouvoir faire baisser les prix ?

Faux ! Privatiser la distribution du gaz signifie, pour Gaz de France, partager son réseau avec des opérateurs qui se contenteront de l'exploiter (ils préféreront laisser l'entretien de ce réseau aux spécialistes de GDF). Ils ne feront qu'y injecter du gaz et ils demanderont, bien évidemment, à partager les profits de cet arrangement en demandant à tous les productifs de l'entreprise de faire encore un effort pour améliorer leurs marges de rentabilité.

Résultat : Plus de profiteurs sur un même business. Pas seulement des investisseurs-profiteurs, mais aussi des profiteurs-profiteurs qui n'ajouteront rien ni à la qualité du gaz, ni à celle de la distribution : On verra se développer des structures commerciales pour lutter activement contre les concurrents qui vont se précipiter sur le gâteau. On va voir s'intensifier le gaspillage publicitaire qui a déjà commencé. Comme pour France Telecom, on va demander à GDF de conserver des prix élevés pour permettre à des concurrents de pénétrer sur le marché...

Comment, dans ces conditions, pourra-t-on espérer une baisse des prix ?

Le véritable objectif de la privatisation de GDF est double : d'une part permettre la mainmise des structures financières sur un marché juteux qui les nargue depuis longtemps, d'autre part rendre difficiles les retombées sociales de GDF sur ses salariés en rendant la vie plus dure à l'entreprise (maintien des obligations de service public et mise en concurrence avec des prix artificiellement maintenus élevés).

Et le gouvernement de droite qui met le paquet pour que tout cela soit bouclé avant que les Français aient eu le temps de se douter de quelque chose...

Lorsque j'ai entendu à la radio que le Conseil d'État (est-ce bien lui ?) s'était prononcé contre la **fusion Suez-GDF** j'ai été très content. Lorsque j'ai su, plus tard que c'était pour des raisons de non respect des règles de concurrence "libre et non faussée" édictées dans le projet de traité **que nous avons refusé par référendum**, j'ai compris qu'on allait encore se faire avoir. D'un côté, le gouvernement français s'est engagé à ce que la fusion Suez-GDF n'entraîne pas d'augmentation des tarifs et de l'autre, on libère le gouvernement de sa promesse en l'obligeant à revoir sa copie avec, à la clé, les fameuses augmentations de tarifs qui permettront aux concurrents de devenir compétitifs en France. Elle est où la concurrence "libre et non faussée" dans tout cela ?

Il faut absolument que la Gauche se bouge et réagisse sur ces sujets qui vont plomber notre avenir.

Il faut aussi absolument que la Gauche se réveille et comprenne que la cause principale du **réchauffement de la Planète** n'est pas la présence de gaz carbonique. Le gaz carbonique est présent autour de la Terre depuis la nuit des temps.

LA CAUSE PRINCIPALE DU RÉCHAUFFEMENT DE LA PLANÈTE C'EST LES MILLIARDS ET LES MILLIARDS DE GIGAWATTS QUI ONT ÉTÉ PRODUITS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ÈRE INDUSTRIELLE À PARTIR DE NOS SOURCES D'ÉNERGIE FOSSILE : CHARBON, PÉTROLE, NUCLÉAIRE.

Et pourquoi personne n'en parle ? Parce qu'en France, c'est tabou d'affirmer que notre belle technologie nucléaire est en train de nous préparer notre prochaine catastrophe écologique.

C'est gentil de combattre l'effet de serre, mais c'est dommage de ne rien faire contre la production d'énergie inutile.

Il y a énormément de points à améliorer dans notre consommation d'énergie :

- Transporter l'énergie consommée (gaspille) de l'énergie. Il faut produire l'énergie à proximité des lieux de sa consommation.
- Nous transporter consommé de l'énergie. Il faut rapprocher les lieux d'habitation, les lieux de vie et les lieux de travail.
- L'énergie nécessaire pour le télétravail (activités du secteur tertiaire) est, pour la plupart des gens qui travaillent, moins importante que l'énergie nécessaire pour se rendre sur le lieu de travail. Il faut s'essayer au télétravail.
- La publicité consomme des ressources précieuses : l'énergie, le papier, le bois, des colorants. Il faut remplacer l'utilisation des médias publicitaires par des médias d'information.
- La concurrence engendre souvent des effets écologiques ravageurs (amiante, mercure, pétrole, pêche en mer, les transports, gaspillage de produits invendus, etc). Il faut nous rassembler sur des projets qui valorisent l'humanité.
- La télévision gaspille énormément d'énergie pour des spectacles débilisants. Il faut réorienter nos formidables outils de télévision vers des missions plus saines : éducation, enseignement, culture, vie sociale, etc. Attention, plus saines ne veut pas dire plus tristes.
- Les loisirs sont réduits à leur dimension de consommation de masse (tourisme, spectacles, sport). Il faut redonner à ces activités une dimension plus humaine. Etc...

On en est encore au début du brain storming. Il faut avancer rapidement sur plein de sujets et réfléchir à la fois à l'objectif que l'on cherche à atteindre et au moyen d'y parvenir sans trop de casse...

Pour l'instant, l'objectif c'est de réveiller ceux qui se sont laissés endormir.

Sur le site <http://perso.orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, (...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.